

Délibération du Conseil Municipal de la Commune de Châtillon sur Cluses

Séance du 13 mars 2017

L'an deux mil dix-sept.

Le 13 mars.

Le Conseil municipal de la commune de Châtillon sur Cluses,

Dûment convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Bernard CARTIER, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 2 mars 2017.

Présents : Mrs Bernard CARTIER, Pierre HUGARD, Cyril CATHELINÉAU, Mmes Martine FOURNIER, Elisabeth DUMAZ, Mrs Jean-François GRANGERAT, Yves JORDANIS, Laurent CHANCEREL, Mmes Cécile CHAVAL, Stéphanie ARDUINI, M. Nicolas CALATRAVA.

Absents représentés : M. Paul GREVAZ (procuration donnée à Jean-François GRANGERAT), Mme Virginie DUBEROS (procuration donnée à Martine FOURNIER).

Secrétaire de Séance : Mme Martine FOURNIER

Madame Catherine POPIEUL est démissionnaire du conseil. Elle ne fait plus partie de la liste depuis le 3 mars 2017. Le Conseil compte désormais 13 membres.

Délibération N° 2017-21

Objet : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN.

<u>Nombre de Conseillers</u>	<u>Votes</u>
En Exercice : 13	Pour : 13
Présents : 11	Contre : 0
Absents représentés : 2	Abstention : 0
Absent : 0	

Objet : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN.

Le Maire expose,

Dans le cadre d'un plan local d'urbanisme :

L'article L211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé d'instituer un droit de préemption (DPU), sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser, telles qu'elles sont définies par ce plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L300-1 du code de l'urbanisme, à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement (L210-1 du code de l'urbanisme).

Le Conseil après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

Article 1^{er} : D'INSTITUER le droit de préemption urbain sur les secteurs tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente du PLU approuvé le 13 mars 2017.

Article 2 : DE DONNER délégation, à Monsieur le maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière.

Article 3 : DE PRECISER que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire lorsqu'elle aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R151-52/7° du code de l'urbanisme.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Copie de la délibération sera transmise :

- à Monsieur le préfet,
- à Monsieur le directeur départemental des finances publiques,
- à Monsieur le président du conseil supérieur du notariat,
- à la chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près du tribunal de grande instance,
- au greffe du même tribunal.

- **La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Ainsi fait et délibéré,

Châtillon sur Cluses, le 14 mars 2017.

Le Maire,

Bernard CARTIER

Ainsi fait et délibéré,

Transmis en Préfecture le :

Rendue exécutoire le :